



MARDI 18 MARS
Tous en GRÈVE
et aux MANIFESTATIONS



Pour l'Emploi, les Salaires, les Services Publics, la Protection Sociale
Non à l'austérité – Non au pacte de responsabilité

Chaque année, le patronat bénéficie de 172 milliards d'euros d'aides publiques sous la forme d'allègements ou d'exonérations fiscales et sociales, cela n'a jamais empêché le chômage et les licenciements. Les organisations syndicales CGT, FO et FSU des Pyrénées-Atlantiques considèrent que les mesures liées au « Pacte de responsabilité » sont un cadeau supplémentaire.

Les annonces du Président de la République du 14 janvier dernier continuent et amplifient les politiques d'austérité qui dégradent les conditions de vie du plus grand nombre, notamment des salariés, précaires et privés d'emploi. Déjà, en 2013, les nouveaux reculs sur les retraites et « l'accord interprofessionnel » (ANI) témoignaient d'un cap démantelant les acquis sociaux dans notre pays.

La rigueur budgétaire et l'abaissement du « coût du travail » voulus par le patronat, appliqués par l'actuel gouvernement, c'est l'application entre autres du traité européen adopté début 2013 et ayant un seul objectif : l'austérité, et son cortège de récessions d'une part, l'augmentation des profits des actionnaires d'autre part.

Les organisations syndicales CGT, FO et FSU des Pyrénées-Atlantiques réaffirment que la Protection Sociale est un droit universel, issu du programme du Conseil National de la Résistance. Celle-ci est partie intégrante du salaire socialisé. Supprimer la cotisation des entreprises à la branche famille conduit de fait à la diminuer. Nos organisations s'opposent au transfert du financement de la branche famille des entreprises vers la fiscalité des ménages (y compris par la fiscalité locale). Elles réaffirment leur attachement aux droits familiaux financés par la branche famille de la sécurité sociale.

Les Unions Départementales CGT et FO et la FSU des Pyrénées-Atlantiques considèrent que la croissance économique passe par la satisfaction des revendications urgentes, en particulier :

- *L'augmentation des salaires (bloqués dans de nombreux secteurs, dont la Fonction Publique depuis 5 ans) qui génère plus de consommation donc plus d'emplois, plus de recettes pour la sécurité sociale et plus de rentrées fiscales pour financer les services publics,*
- *L'arrêt des licenciements, délocalisations et fermetures d'usine, le développement d'emplois de qualité notamment industriels et publics*
- *Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein*
- *L'arrêt de tous les accords dits de compétitivité qui détériorent les conditions de travail des salariés et amputent leur pouvoir d'achat,*

Sur la base de ces revendications,
nous appelons les salariés à faire grève
sur la plage fixe du matin (10h00-11h30)
et participer « activement » aux manifestations

à PAU, à 10h30, place de Verdun

à BAYONNE, à 10h30, place Sainte-Ursule